

# La guerre européenne : l'état actuel de son histoire militaire et politique

Autor(en): **Feyler, F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **73 (1928)**

Heft 11

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-341145>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# REVUE MILITAIRE SUISSE

LXXIII<sup>e</sup> Année

N<sup>o</sup> 11

Novembre 1928

## La guerre européenne.

L'ÉTAT ACTUEL DE SON HISTOIRE MILITAIRE  
ET POLITIQUE

Novembre 1918. Dix ans ont passé depuis que l'armistice a mis fin aux hostilités de la guerre européenne, si l'on en détache l'excroissance gréco-turque qui dura jusqu'en 1922. Avant un demi-siècle, disait-on pendant l'événement, l'histoire n'en pourra être écrite, et l'on argumentait du souvenir et de l'exemple de la guerre franco-allemande de 1870. Le Grand état-major prussien en avait entrepris l'exposé presque sans délai, exposé qui, longtemps, fut la source documentaire unique où puisèrent les historiens. Puis on s'avisa que le procès méritait d'être revisé, que comme tout procès à dessein de jugement éclairé il devait être instruit en contradictoire. A son tour, l'état-major français se mit à l'œuvre ; il remplit les fascicules de l'ancienne *Revue d'histoire* ; et l'on ne tarda pas à constater que les considérants de l'état-major prussien, très utiles toujours, d'une incontestable valeur documentaire, mais doctrinaires aussi, demandaient à être éprouvés. En 1914, malgré le grand nombre des volumes sortis de presse, l'œuvre, en France, n'était pas tout à fait entière. Entre temps, la documentation politique avait été entreprise, mais était moins avancée. Elle n'est pas achevée à l'heure qu'il est.

Cependant la guerre de 1870 n'a opposé l'un à l'autre que deux belligérants ; elle n'a duré que six à sept mois ; et comparée à celle de 1914, elle fait presque figure d'un jeu d'enfants. Qu'advierait-il de l'histoire de la guerre européenne ?

En argumentant ainsi, les prophètes se sont trompés. La comparaison n'a pas été fondée. La multitude des belligérants a favorisé la connaissance des faits de la dernière guerre mieux et plus rapidement que ce ne fut le cas pour le duel de 1870. Trop nombreux ont été les amours propres rivaux, trop nombreux les acteurs du drame, trop nombreux surtout les auteurs responsables de faits importants pour que les pièces du dossier militaire et politico-militaire n'affluassent pas sans retard sur les tables à écrire des rédactions. Confrontées, elles ont favorisé les enquêtes et autorisé des conclusions d'abord provisoires puis de plus en plus précises sur un grand nombre de points. Actuellement, la plupart des chapitres de la première campagne annuelle, celle de 1914, peuvent être écrits avec sécurité.

La documentation est abondante et, le plus souvent, d'une grande sûreté d'informations. Les Historiques des états-majors en constituent la trame. Qu'ils laissent échapper quelquefois des remarques tendancieuses, cela ne saurait surprendre ; ils sont œuvres humaines. Mais leurs auteurs se sont appliqués à réfréner les sollicitations des tendances, et les documents qui leur ont servi de sources étant généralement reproduits, chacun peut les détacher du récit et asseoir son opinion.

Il n'est lecteur de langue allemande qui ne connaisse la publication des Reichsarchiv, *Der Weltkrieg 1914-1918*. Elle en est à son sixième volume pour la seule période de 1914. Les quatre premiers conduisent au lendemain de la bataille de la Marne en Occident et à la fin de la première campagne de Prusse orientale en Orient. Cette publication est doublée de nombreuses monographies détaillées qui émanent du même milieu.

Relative à cette période du début, la publication française est plus volumineuse encore <sup>1</sup>. Chaque tome comprend deux ou trois volumes : relation des faits, assortiment de cartes, reproduction intégrale des ordres, rapports et documents relatifs aux faits mentionnés. Cette reproduction ajoute

<sup>1</sup> *Les armées françaises dans la grande guerre.*

beaucoup à la valeur historique du travail. Elle exclut le doute sur l'interprétation des faits.

La relation britannique est achevée, plus réduite, mais fort complète elle aussi. Elle a été précédée des dépêches de sir John French et de sir Douglas Haig, qui remplissent de gros volumes. Il est sage toutefois de ne pas séparer les dépêches de sir John French de l'ouvrage de Georges Arthur sur *Kitchener*. Source appréciable aussi, l'ouvrage de Hamilton, *Les sept premières divisions anglaises*, que la *Rev. milit. suisse* a publié en supplément.

La relation belge est en composition et ne tardera plus guère, selon toute apparence, à être rendue publique. D'ici là, on peut consulter le *Bulletin belge des sciences militaires* dont l'exposé détaillé s'apparente à une publication officielle.

Voilà pour le front d'Occident en 1914. A ces exhumations d'archives, il y a lieu de joindre, pour vérification, interprétation, extension, et, parfois nuanciation des circonstances, la multitude des publications particulières écloses dès les premiers mois de la paix, et dues souvent à des personnages exactement informés, souvent aussi trop personnellement intéressés pour ne pas justifier les prudences de l'esprit critique. Mais à ce titre même, elles renferment leur part quelquefois grande d'utilité. Le principal obstacle à leur dépouillement est précisément leur quantité et l'obligation du triage qu'elle impose.

Moins aisées sont les investigations au front oriental.

Du côté austro-hongrois, l'ouvrage du Feldmarschal Conrad von Hoetzendorff, *Aus meiner Dienstzeit*, est ce que l'on possède de plus complet sur 1914, en même temps que sûr. L'ouvrage est même très circonstancié et particulièrement instructif. Sous peu, publication de la Direction des Archives autrichiennes de la guerre, il sera complété par un exposé officiel de la participation de l'Autriche-Hongrie à la guerre mondiale. Cet exposé remplira 5 ou 6 volumes.

En Russie, une relation officielle, œuvre de l'état-major actuel, est l'ouvrage intitulé *La grande guerre*, récit des opérations jusqu'au mois de novembre 1914. J'ignore s'il en a été fait une traduction allemande. Une traduction française

a paru en 1926 (Charles-Lavauzelle et C<sup>ie</sup>). Pour la connaissance contradictoire ou complémentaire des faits, il convient de mettre cet ouvrage en présence du *Aus meiner Dienstzeit* de Conrad, pour ce qui concerne les opérations de Galicie et de Pologne méridionale, et de l'Historique des Reichsarchiv pour ce qui concerne la Prusse orientale. En général, on constate la concordance quant aux faits principaux. Mais la lecture de la relation russe est malaisée, le récit manquant d'ordonnance et étant alourdi par la continuelle intervention d'un appareil indigeste d'érudition scolastique.

Pour fixer la contre-partie russe des opérations allemandes de Prusse orientale, l'ouvrage des Reichsarchiv s'est adressé surtout à une étude de Zivkovitch, mais dont il n'existe, à ma connaissance, de traduction ni allemande ni française. Il n'est donc pas possible à qui ne possède pas le russe de vérifier les appréciations de l'auteur allemand.

Plus aisé à consulter que la relation *La grande guerre*, mais aussi moins détaillé, est le volume du général Danilow, *La Russie dans la guerre mondiale*, paru simultanément en russe et en français. Ce qui imprime à ce volume, quoique privé, un caractère d'officialité, est la fonction de quartier-maître général remplie par l'auteur à l'état-major du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. D'autre part, il a écrit sur souvenirs, sans avoir sa documentation sous les yeux.

Naturellement, comme pour l'Occident, les contributions semi-officielles ou personnelles s'ajoutent aux publications d'archives. C'est le cas spécialement en Allemagne où la bataille de Tannenberg, par exemple, fait à peu près le pendant, en librairie, avec celle de la Marne en France.

\* \* \*

A travers d'innombrables écrits contradictoires, la question des origines de la guerre révèle aujourd'hui plus d'accord qu'on ne serait disposé à le croire sur première enquête. C'est que si la moisson est grande, il y a beaucoup d'ouvriers. Toutefois, dans l'appréciation du résultat, il y a lieu de distinguer. Si l'on renverse l'ordre chronologique des événements, on observe les trois phases suivantes : les origines militaires

immédiates ; les origines politiques semblablement immédiates ; et les origines politiques lointaines.

La première phase ne laisse plus guère de place au doute. A quelque source sérieuse où l'on puise, on retrouve le même fait initial, la décision de l'Autriche-Hongrie de déclarer la guerre à la Serbie. C'est la mise en train du conflit militaire.

On peut en suivre la marche jour après jour, et presque heure après heure, dans le *Aus meiner Dienstzeit* de Conrad. Celui-ci n'a laissé dans l'ombre aucun détail, et les *Livres* officiels, ainsi que l'ouvrage des Reichsarchiv fournissant des vérifications aisées, on peut parler de lumière vive. Les deux publications de Vienne et de Berlin exposent les relations qui ont existé entre les chefs des états-majors autrichien et allemand, et les premières mesures qu'ils ont sollicitées l'un de l'autre, ainsi que celles qu'ils ont prises d'entente, ou plus souvent chacun de son côté, à l'ouverture des hostilités.

Le jour de l'attentat de Serajevo, 28 juin 1914, le général Conrad était en route pour Agram où il devait prendre la direction d'un voyage d'état-major. Il fut aussitôt mandé à Vienne.

Dès reçue la nouvelle de l'attentat, les chefs du gouvernement austro-hongrois s'étaient entretenus des suites à y donner. Ils inclinaient à ne pas ajourner plus longtemps la solution du conflit qui depuis tant d'années couvait entre la monarchie habsbourgeoise inquiète de l'attraction exercée sur ses populations sud-slaves par le voisinage de la Serbie, et cette dernière dont les succès militaires de 1912 et de 1913 avaient avivé les espérances.

Mais que ferait la Russie ? et si elle intervenait en faveur des Serbes, que ferait l'Allemagne ? Toute résolution demeurait en suspens jusqu'à connaissance de ces deux circonstances, de la seconde surtout. Or, elle pouvait être élucidée promptement de la façon la plus sûre ; il suffisait de s'enquérir à Berlin.

D'ailleurs, pour être posée brusquement par un fait inopiné, la question n'était pas de date absolument récente ; la crise bosniaque l'avait soulevée en 1909 déjà. Cette année-là, les rapports politiques entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne avaient subi une modification. En 1879, les deux Empires



s'étaient liés par une promesse réciproque d'aide militaire au cas où, sans provocation, l'un des deux serait agrédi par la Russie. En 1909, à la suite de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Empire des Habsbourg, et à la suite de l'échec diplomatique de la Russie qui n'avait pas osé tenir le coup, mal remise qu'elle était de sa guerre de Mandchourie et du mouvement révolutionnaire qui l'avait suivie, la pensée inquiétante était à Vienne que, plus tard, une Russie mieux en forme se montrerait moins accommodante. Le général Conrad était déjà le chef de l'état-major général austro-hongrois, et le général de Moltke le chef de l'état-major allemand. Les deux officiers entrèrent en conversation au sujet de l'action commune qu'ils pourraient avoir à exercer contre la Russie dans l'hypothèse d'une guerre avec cette dernière. De ces conversations résulta une convention militaire qui étendit la portée des engagements de 1879, notamment de l'aide allemande à l'Autriche. Cette aide ne devait plus être fournie seulement au cas d'une agression russe non provoquée, mais au cas où l'Autriche s'en prenant à la Serbie, la Russie croirait devoir intervenir par les armes en faveur de celle-ci. D'alliance exclusivement défensive, l'accord prenait une tournure semi-offensive. Une guerre déclarée par l'Autriche à la Serbie ne devait pas être considérée comme une provocation à l'adresse de la Russie.

Ce qui, en outre, caractérisa cette convention militaire fut qu'elle ne demeura pas circonscrite entre les états-majors, ne devant donc jouer que si, au moment de l'événement, les gouvernements y associaient leur résolution. Conrad aborda de Moltke avec l'assentiment de l'empereur François-Joseph et du ministre des affaires étrangères, le baron d'Aerenthal, et l'acceptation de de Moltke fut accompagnée de l'assentiment de l'empereur Guillaume II et du chancelier de l'Empire, alors comte de Bulow <sup>1</sup>.

Telle était la situation politico-militaire austro-allemande

<sup>1</sup> Récemment, le lieut.-col. P. von Schäfer, sous le titre *Der Casus foederis zwischen Deutschland und Österreich-Ungarn* a commenté cet accord Conrad-Moltke dans une série d'articles du *Deutscher Offizier-Bund* (N<sup>os</sup> 24-26 de 1928). Résumé dans *Die Kriegsschulfrage* d'octobre 1928. V. aussi revue *Der Krieg*, février 1928.

lorsque, le 5 juillet 1914, le comte Hoyos, du ministère austro-hongrois des affaires étrangères, fut chargé de s'enquérir à Berlin si l'Autriche, intentionnée d'envahir la Serbie, serait couverte par l'Allemagne vis-à-vis de la Russie.

Amicalement exprimée par l'empereur Guillaume et par le chancelier von Bethmann-Hollweg, la réponse de l'Allemagne supprima toute hésitation à Vienne. Alors fut convoqué le Conseil des ministres du 7 juillet auquel le général Conrad, revenu d'Agram, fut mandé. Trois questions lui furent posées :

Était-il possible de mobiliser contre la Serbie, puis, si la nécessité en surgissait, contre la Russie aussi ?

Était-il possible de maintenir en Transylvanie des concentrations de quelque importance aux fins d'intimider la Roumanie ?

Où le combat serait-il engagé contre la Russie ?

A la première question, le général Conrad répondit que l'hypothèse avait son plan d'exécution arrêté. Jusqu'au cinquième jour d'une mobilisation contre la Serbie, il resterait possible de retourner les concentrations contre la Russie. Plus tard, l'opération serait compliquée.

La seconde question était motivée par la crainte du premier ministre hongrois, comte Tisza, qu'à la faveur des difficultés auxquelles la guerre contre les Serbes exposerait la monarchie, les Roumains envahissent la Transylvanie. Conrad répondit que le plan de guerre contre la Serbie prévoyait l'emploi de dix-neuf divisions d'infanterie. Sur les vingt et quelques dont la guerre serbe n'aurait pas besoin, un supplément pouvait être prélevé pour l'intimidation des Roumains.

La troisième question supposait la Russie devenant l'adversaire principal contre lequel toutes les forces devraient être dirigées. Ne resteraient face aux Serbes que les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> armées stationnées en Bosnie et en Herzégovine. Le théâtre de la guerre contre la Russie comprendrait la Galicie orientale, mais plutôt, et le plus possible, la Pologne russe, la lutte devant être poursuivie d'un commun accord avec les Allemands.

Ainsi, guerre austro-serbe résolue, sauf recul total des Serbes, tenu pour improbable ; intervention russe incertaine ; mais si elle se produisait, guerre austro-allemande contre la Russie



certaine, voilà, au regard de la documentation maintenant connue l'origine militaire et politico-militaire immédiate de la guerre européenne.

\* \* \*

Etait-il possible d'éviter le conflit armé ? Cette question fait passer de la phase des origines militaires immédiates à celle des origines plus spécialement politiques pareillement immédiates. L'examen de celles-ci est rendu compliqué par une documentation surabondante, et plus encore que par cette documentation, par le nombre des ouvrages qu'elle a inspirés. Impossible, ne disons pas de tout lire, mais de tout parcourir ou de tout consulter ne fût-ce que d'un coup d'œil superficiel. Il y en a trop, trop pour une vie humaine, et beaucoup plus qu'il n'est désirable pour la clarté d'un jugement.

Heureusement qu'à dépouiller ce luxueux dossier, on ne tarde pas à s'apercevoir que l'histoire sereine y tient moins de place que la passion de certains combattants, par qui il faut entendre des écrivains à penchant de polémique. On s'applique alors à élaguer ce qui, dès première épreuve, fleurit un parfum de tendance, les commentaires de ceux qui veulent impitoyablement qu'une pièce officielle contienne ce qu'ils désirent, leur idée personnelle de derrière la tête, et rien que cela. Ce stock élagué, il reste assez de documents pour fonder une opinion mieux éprouvée.

Pour plus de sûreté, on reviendra aux sources mêmes dégagées des commentaires auxquels il arrive souvent de les troubler. Parmi elles, on remarquera quelques publications spéciales : les *Livres* officiels, de couleurs variées, auxquels on ajoutera les actes qui les ont complétés ultérieurement et quelquefois corrigés ; la collection des *Documents allemands relatifs à l'origine de la guerre*, publiée à Berlin en 1919 par Kautsky, Montgelas et Schüking ; et celle des *Pièces diplomatiques relatives aux antécédents de la guerre*, publiée la même année à Vienne en supplément et addition au *Livre rouge* austro-hongrois ; en France, les nombreux documents publiés par MM. Emile Bourgeois et Pagès dans leur ouvrage *Les origines et les responsabilités de la grande guerre*.

Du côté anglais, ce sont surtout des *Mémoires* des principaux acteurs que l'on consultera, mais avec cette restriction qu'il s'agit précisément d'acteurs, et que la critique historique commande toujours, en pareil occurrence, un travail de vérification et de recoupes, rendu possible, en l'espèce, par le nombre et la provenance mêmes de ces publications, Grey, Asquith, Churchill, et d'autres.

Cependant, les documents officiels aussi bien que les publications personnelles réclament parfois d'être éclairés sur leur origine. On sait, par exemple, que la publication des « Documents allemands » a été décidée tout d'abord par le gouvernement du lendemain de la révolution de 1918 afin de démontrer les responsabilités du régime impérial de 1914. Donc un but tendancieux et non pas exclusivement d'exhumation d'archives historiques. Ce fut l'origine du volume initial dont la composition fut confiée à Kautsky, et qui mit à jour, pour la première fois sauf erreur, les fameuses gloses marginales de Guillaume II. Puis le gouvernement du Reich ayant changé, les volumes suivants eurent pour éditeurs Montgelas et Schüking, le nom de Kautsky n'étant guère justifié, sur la couverture, que par le premier tome.

Plus suggestif, quoiqu'un peu moins connu, est l'exemple du *Livre noir*. D'origine russe, exhumation d'actes diplomatiques tirés par le gouvernement bolchévique des archives du régime tsariste pour démontrer la responsabilité de celui-ci dans la guerre, comme Kautsky s'était proposé de démontrer la responsabilité du régime des Hohenzollern, le *Livre noir* fut traduit en français par M. René Marchand, en deux volumes.

Ultérieurement, il en parut un troisième, aussi sous le nom de M. Marchand, et avec un avant-propos signé par lui. Comme il contenait des informations compromettantes à la charge du gouvernement russe, la campagne dite « innocentiste », en Allemagne, s'en empara. Or, ce troisième volume est un faux que M. Marchand lui-même a dénoncé dans l'*Ere nouvelle*, protestant contre l'abus qui avait été fait de son nom, et déniait à cette publication toute valeur historique. Il protesta notamment contre la paternité qui lui était attribuée de l'avant-propos dont il n'est pas l'auteur.

On voit avec quelle prudence il convient de retenir les publications relatives aux origines politiques immédiates de la guerre.

Néanmoins, les documents sûrs sont assez nombreux et probants pour permettre de dégager la vérité du fatras des détails superflus sous lequel des écrivains s'efforcent de l'étouffer, jusqu'à faire de sa recherche une spécialité à la seule disposition de quelques érudits.

Un premier point hors de contestation est, comme on l'a relevé ci-dessus, la volonté autrichienne de contraindre la Serbie par la guerre à défaut de soumission volontaire et complète. Avant le drame de Serajevo résolution avait été arrêtée d'obtenir l'abaissement serbe par des voies diplomatiques. Le plan en avait été dressé<sup>1</sup>. C'est donc que le gouvernement austro-hongrois jugeait possible de parvenir à ses fins autrement que par la violence. Mais les voies diplomatiques supposaient patience et longueur de temps, et risque d'incertain. Le meurtre de l'archiduc François-Joseph offrait tout à coup une occasion de troquer le résultat lointain et incertain contre une action rapide et sûre, car seule en présence de l'armée autrichienne l'armée serbe ne pouvait qu'être promptement réduite.

De là la campagne diplomatique pour la « localisation » du conflit, ce paragraphe le plus important du chapitre des origines politiques immédiates de la guerre. Avec raison, on a pu faire remarquer que le désir d'une « localisation » du différend austro-serbe n'a pas été moindre dans un des camps que dans l'autre ; mais avec raison aussi on a relevé, sous ce désir si également partagé, une divergence de vues essentielle quant à la manière de le réaliser. Les porte-paroles de l'Entente, sir Edward Grey en tête, ont vu dans la « localisation » un moyen d'éviter que d'une guerre régionale naquît la guerre générale. Ils préconisèrent un renouvellement de la Conférence de Londres qui, pendant les guerres balkaniques, avait éloigné le risque. Elle demanderait à une conciliation des intérêts opposés d'empêcher la guerre régionale d'éclater. Au contraire,

<sup>1</sup> P. Renouvin, *Les origines immédiates de la guerre.*

les Empires centraux ont vu dans la « localisation » le moyen laissé à l'Autriche de battre la Serbie sans entraves<sup>1</sup>.

\* \* \*

Cette divergence des conceptions justifie la recherche non plus seulement des origines politiques immédiates de la guerre mais des origines politiques éloignées. La documentation est ici moins fouillée que celle des deux autres phases. La source actuellement la plus complète est la collection des actes extraits des archives du ministère allemand des affaires étrangères par MM. Thimme, Lepsius et Mendelsohn-Bartholdi, et publiée par eux sous le titre *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*. Les trente-neuf volumes de cette collection partent du lendemain de la guerre franco-allemande de 1870-1871 pour aboutir à 1914.

La Société de l'histoire de la guerre, à Paris, en a entrepris une traduction française. Le cinquième volume de celle-ci, qui doit nous conduire à 1889, est à la composition. En attendant la traduction complète, le lecteur de langue française trouvera dans *l'Europe nouvelle* un résumé sommaire mais très clair de la documentation relative aux trente dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, et pour les années 1900 à 1914 un commentaire de M. Vermeil, professeur à l'Université de Strassbourg<sup>2</sup>.

Remarque instructive, la traduction a été conçue sur un autre plan que l'original allemand, ce dont le directeur de la publication française, feu M. Aulard, a exposé le motif. Celui-ci ressort d'ailleurs du changement du titre : *La politique extérieure de l'Allemagne, 1870-1914*<sup>3</sup>. Laissant de côté les raccords et les explications des éditeurs allemands, la traduction s'est limitée aux actes officiels reproduits dans l'ordre chronologique, afin d'ôter à l'œuvre toute apparence de tendance. Et les actes eux-mêmes ne peuvent démontrer que l'activité du ministère allemand des affaires étrangères, ainsi que son

<sup>1</sup> GRELLING, *Der Lokalisierungswind*.

<sup>2</sup> *L'Europe nouvelle*, livraisons des 17 avril 1926, 31 décembre 1927 et 14 avril 1928.

<sup>3</sup> Alfred Costes, Paris.

appréciation particulière de la politique des autres cabinets européens, non cette politique.

Ces oppositions de forme disent assez que le débat n'est pas encore affranchi de toutes compétitions nationales. Mais elles ne sont pas sans bénéfice ; elles éclairent plus vivement la nécessité d'une publication documentaire générale qui réponde à l'exigence d'une instruction contradictoire du procès. Cette publication est en bonne voie. Suivant l'exemple des Allemands, les Anglais ont commencé le dépouillement de leurs archives du Foreign Office, mais en adoptant pour date de départ l'année 1898 où commença l'évolution de la politique britannique sous la menace des aspirations de l'Allemagne à l'hégémonie européenne. Des onze volumes qui formeront cette collection, quatre ont déjà paru, savoir les trois du début, et le dernier de la série intéressant les origines immédiates de la guerre. Ce dernier est même le premier qui ait été publié, son auteur, sir Headlam Morley en ayant pris l'initiative avant qu'eût été décidée l'œuvre générale. Celle-ci est poursuivie par deux historiens dont la réputation, en Angleterre, n'est pas inférieure à celle des auteurs de la collection allemande dans leur patrie, MM. G. P. Gooch et H. Temperley.

En Italie, un travail analogue est à l'étude, vaste composition qui se propose de documenter la politique extérieure du royaume depuis sa fondation jusqu'à sa participation à la guerre européenne au mois de mai 1915. La collection complète ne comprendra pas moins de cinq séries, soit cinq périodes historiques, dont la première, 1861-1870, intéressera le royaume avant la prise de Rome, et les deux dernières, 1902-1911 et 1911-1915 la marche à la guerre européenne.

En France, le travail est également commencé. Un crédit de 200 000 fr. a été porté au budget de 1928 pour en assurer l'exécution, et une commission a été nommée pour y donner suite, petit parlement de près de cinquante membres choisis parmi les personnes les plus qualifiées, historiens, diplomates, spécialistes. M. Charlety, directeur de l'Académie de Paris la préside, avec un secrétariat dirigé par MM. Julien Cain, P. Renouvin et Rigault, assistés de M. Gaucheron, archiviste-paléographe. La collection comprendra trois séries à partir

---

de 1870, les deux dernières plus spécialement utiles à la connaissance des origines de la guerre européenne devant être entreprises les premières, et simultanément.

Quand ces diverses publications auront paru, documentant en tous pays particulièrement intéressés la phase des origines éloignées comme le sont déjà les phases des origines immédiates, l'histoire politique et militaire de la guerre européenne sera fort avancée.

Colonel F. FEYLER.

